



De Bachelot à Touraine, la destruction du service public de santé se poursuit !

Le parlement doit débattre en début d'année de la «Loi Touraine», une «super loi Bachelot» qui va permettre d'accélérer encore l'austérité dans les hôpitaux et la santé.

La Loi de santé : du sucre pour faire «avalier la pilule»

La loi Touraine tente de faire passer la pilule amère de l'austérité et de la privatisation par un enrobage sucré. -Quelques mesures progressistes sont annoncées (contraception d'urgence, prévention des risques des usagers de drogues).

- Le «tiers payant» (pas d'avance de fonds) serait instauré pour les consultations médicales. Cette avancée, pour l'instant à l'état d'intention ne supprime ni les «franchises», ni les dépassements d'honoraires, ni les déremboursement de médicaments qui empêchent l'accès aux soins à une part croissante de la population.

Pour satisfaire les défenseurs du service public la loi Touraine rétablit la notion de «service public hospitalier» supprimée par Sarkozy.... On change les mots, mais c'est aussitôt pour affirmer qu' également « le service public est assuré par les établissements de santé privés » et retirer dans le cadre du «pacte de responsabilité» 3 milliards de crédits supplémentaires au véritable Hôpital Public.

La loi Touraine c'est la loi Bachelot-Sarkozy aggravée.

Elle organise :

- la disparition du service public et en particulier des hôpitaux de proximité, en le «remplaçant» par un bricolage appelé «service territorial de santé au public» (au lieu de «service public») regroupant professionnels libéraux, cliniques et associations...avec bien sûr un surcoût pour le malade.

- la création de «groupements hospitaliers de territoires» obligera sous peine de graves sanctions TOUS les établissements publics à se restructurer et à se regrouper en incluant le privé.

Les patrons des cliniques privées et les syndicats de médecins libéraux : avoir le beurre et l'argent du beurre !

Ils appellent à la grève contre la loi Touraine en fin d'année et début 2015. Ils veulent en effet avoir le beurre,

c'est à dire la privatisation de la santé, et l'argent du beurre à savoir aucune contrainte de service public. Ils bénéficient déjà du crédit d'impôt compétitivité emplois et savent qu'ils peuvent encore faire reculer ce gouvernement qui cède tout à «l'entreprise».

Une seule solution : la mobilisation générale, nationale, coordonnée !

Il est temps pour nous, les défenseurs du service public, de la Sécurité sociale, les salariés du secteur public, du secteur privé (qui subissons aussi les méfaits des patrons du privé), de l'Action sociale de se lever et de construire une mobilisation unitaire pour dire :

**Assez de business avec la santé
Contre le gouvernement, les patrons des cliniques,
et les défenseurs de la médecine commerciale
Défendons et étendons le service public et la Sécu !**



PRENDRE CONTACT AVEC LE NPA

Vous avez entre les mains le bulletin des militant-e-s du NPA travaillant dans le secteur santé-sécu-social. Pour participer à son écriture, ou à sa distribution, pour réagir ou prendre contact avec le NPA, une seule adresse :

npa-secu-sante-social@orange.fr

« Les Grands Chênes » à Bordeaux : la direction obligée de reculer !

Depuis des années, dans cet établissement de soins de suite et de réadaptation, il existe un accord d'intéressement (au total 200 000 euros, soit environ 1000 euros par salarié). Lors du rachat de cet établissement par Korian, il y a 3 ans par un groupe de santé privée lucratif, la direction a essayé de supprimer cet accord, sous prétexte qu'il n'y a pas d'accord d'intéressement dans les autres établissements du groupe.

Une grève de tous les salariés avait alors abouti à un accord valable 3 ans. Cette année, les salariés se sont aperçus que la direction n'avait pas versé la totalité de l'intéressement dû. En intersyndicale, ils ont décidé de faire signer une pétition et d'organiser une grève pour récupérer le montant dû, maintenir l'accord d'intéressement que la direction voulait encore supprimer, maintenir la mutuelle en place et des augmentations de salaires.

Devant la menace de grève que 90 % des salariés étaient décidés à suivre, la direction a du reculer.

Une bonne nouvelle et un encouragement à la mobilisation !

Finistère, « l'hôstérité » ne doit pas passer !

A Douarnenez (Sud Finistère) la direction de l'hôpital aux ordres de l'ARS (Agence Régionale de Santé) sous prétexte d'un déficit de médecins anesthésistes menace de fermer, purement et simplement, la chirurgie. Or les documents sont là, bien avant ce manque de médecins l'ARS avait déjà en projet de transformer cet hôpital en service de moyens et longs séjours.

Une première réunion a réuni plus de 700 personnes et le 6 décembre a rassemblé près de 5000 personnes (sur les 16000 habitants de la ville) qui scandaient « Touraine t'a réforme on n'en veut pas. Annulation, annulation ».

A Carhaix, où toute la population s'était mobilisée en 2008 pendant plusieurs semaines pour imposer la réouverture de la maternité, on n'est pas loin non plus de déterrer la hache de guerre, ou plutôt de ressortir la catapulte, symbole des grandes manifestations.

A Brest près de 500 agents hospitaliers du CHU Brest/Carhaix en grève ont manifesté le 9 décembre contre le « plan d'économie » et les suppressions de postes.

Ces fortes luttes dans le Finistère doivent maintenant s'enraciner, s'étendre partout et converger à l'instar « de la convergence des luttes contre « l'hôstérité ».

Tous ensemble, on peut gagner !

**NOUVEAU SITE DU NPA
SANTÉ-SÉCU-SOCIAL !**

Toutes les infos sur les luttes dans la santé, les prises de position du NPA, des analyses de fond, et bien plus encore sur le site :

sante-secu-social.npa2009.org

